

Virginie DONIER
Professeure de droit public

Université de Toulon- Faculté de Droit
35 Avenue Alphonse Daudet
83056 Toulon cedex

virginie.donier@gmail.com
06-83-28-95-88

THEMES DE RECHERCHE

- Droit des collectivités territoriales
- Droit des services publics
- Contentieux administratif
- Droit public social

FORMATION

Doctorat de droit public, thèse intitulée *Le principe d'égalité dans l'action sociale des collectivités territoriales* soutenue le 4 décembre 2004 à l'Université de Franche-Comté.

Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

Directeurs de thèse : M. Patrick CHARLOT, Professeur à l'Université de Bourgogne
M. Michel VERPEAUX, Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne
(Paris I)

Prix de thèse Georges Dupuis, premier prix des collectivités territoriales 2005, attribué par le Groupement de Recherches sur l'Administration Locale en Europe (GRALE).

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- Depuis le 1^{er} septembre 2015 : Professeure de droit public, Université de Toulon
- Du 1^{er} septembre 2008 au 31 août 2015 : Professeure agrégée de droit public, Université de Franche-Comté
- De 2006 à 2008 : Maître de conférences en droit public, Université de Franche-Comté

RESPONSABILITES COLLECTIVES

- Membre élue du Conseil National des Universités (de 2011 à 2015)
- Expert AERES (2012/2013 : expertise de masters ; 2013/2014 : expertise d'un centre de recherche)
- Membre du Conseil National du Droit (depuis 2015)

- Membre du Conseil scientifique du GRALE (groupement de recherche sur l'administration locale en Europe), groupement d'intérêt scientifique CNRS (depuis 2015)
- Membre de l'Association Française de Droit des Collectivités Locales (AFDCL) et de l'Association Française de Droit Administratif (AFDA)
- Membre du Conseil de gestion de l'UFR des Sciences juridiques économiques politiques et de gestion de Besançon (de 2009 à 2015)
- Membre de la commission relations internationales de l'UFR des Sciences juridiques économiques politiques et de gestion de Besançon (de 2013 à 2015)
- Responsable pour Besançon du master 2 co-habilité avec l'Université de Bourgogne « Protection des droits fondamentaux et des libertés » (de 2012 à 2015)
- Responsable du Master 1 Droit public (de 2012 à 2015)
- Responsable pour l'Université de Franche-Comté des échanges avec l'Université de Craiova (Roumanie) (de 2012 à 2015)

PUBLICATIONS ET TRAVAUX UNIVERSITAIRES

Ouvrages

- *Le principe d'égalité dans l'action sociale des collectivités territoriales*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, collection « collectivités locales », 2005, 508 pages.
- *Quelle place pour les collectivités territoriales dans la politique de l'emploi* (dir. V. Donier), L'harmattan, collection Grale, 2012, 280 pages.
- *La régulation par le juge de l'accès au prétoire*, (dir. V. Donier et B. Lapérou) actes du colloque organisé les 18 et 19 octobre 2012, Dalloz, collection « Thèmes et commentaires », 2013, 294 pages.
- *L'accès au juge, recherche sur l'effectivité d'un droit*, (dir. V. Donier et B. Lapérou), Bruylant, 2013, 1000 pages, ouvrage publié avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice.
- *Droit des collectivités territoriales*, Dalloz, collection Mémento, 2014, 192 pages (2^{ème} édition en cours, à paraître en septembre 2016).
- *Le droit administratif aux concours*, en collaboration avec Nathalie Droin et Matthieu Houser, La documentation française, 2015, 200 pages (rédaction des parties consacrées au service public, au principe de légalité et au contrôle de légalité).
- *L'accès à la justice de la personne vulnérable* (dir. V. Donier et B. Lapérou), actes de la journée d'études organisée le 27 mars 2015, Lextenso Epitoge, 2016, 200 pages.

- Lexique des termes juridique, sous la direction de S. Guinchard et T. Debard, Dalloz, édition 2016-2017 (chargée des entrées en droit administratif)
- *Droit administratif des biens*, manuel en projet pour 2017, Dalloz, collection Hypercours.

Articles, contributions, notes de jurisprudence

- « La protection de la victime d'un dommage dû à l'utilisation de produits de santé défectueux », note sous CE, 15 juillet 2004, M. André Dumas, *Actualité Juridique Droit administratif*, 7 février 2005, p 274-280.
- « L'association des collectivités territoriales à la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et ses conséquences financières », *Revue Lamy Collectivités Territoriales*, octobre 2005, p 33-40.
- « Les lois du service public, entre tradition et modernité », *Revue Française de Droit Administratif*, novembre-décembre 2006, n°6, p 1219-1235.
- Sommaires d'actualité en droit de l'environnement pour les *Cahiers droit, sciences et technologies*, 2009, n° 2 : note à propos de CE, 7 août 2007, Association des habitants du Littoral du Morbihan, p 292 ; à propos de CE, ord. 19 mars 2008, Association générale des producteurs de maïs et autres, p 318 ; et à propos de CE, 7 août 2007, Société NV PWN Waterleidingberijf Noor-Holland et ville d'Amsterdam, p 326.
- « La responsabilité de l'Etat pour refus de concours de la force publique : l'assouplissement des conditions d'indemnisation », Note sous CE, 2 septembre 2009, Société Slibail immobilier (n°297 126) et CE, 2 septembre 2009, Huard (n° 299 478), *AJDA* 2010, n°6, p 344-349.
- « Le contentieux du droit au logement opposable », A propos de l'avis du CE du 21 juillet 2009, Mme Idjihadi, *RFDA* 2010, n°1, p 167-174.
- « Le rejet d'une demande d'agrément pour l'adoption ne peut être fondé sur l'orientation sexuelle de l'adoptant », note sous TA de Besançon, 10 novembre 2009, Mme B. *RDSS* 2010, n°1, p 148-151.
- « Accès aux services publics et vulnérabilité : réflexions à propos du handicap », in *La vulnérabilité à l'épreuve du droit*, sous la direction de F. Rouvière, Bruylant, 2010, p 249-272.
- « Le droit d'accès aux services publics dans la jurisprudence : une consécration en demi-teinte », *RDSS* 2010, n°5, p 800-811.

- « Le droit au service public, reflet des obligations pesant sur les personnes publiques », in *Droits des pauvres, pauvres droits ? Recherches sur la justiciabilité des droits sociaux*, rapport réalisé pour la Mission de recherche Droit et Justice, sous la direction de Diane Roman, novembre 2010, p 382-397. Rapport publié également à la *Revue des Droits de l'Homme*, 2012, n°1.
- « Les clairs-obscur de la nouvelle répartition des compétences », contribution au dossier consacré à la loi de réforme des collectivités territoriales, *AJDA* 2011, n°2, p 92-98.
- « Les ambivalences du critère de la résidence dans le cadre du revenu de solidarité active », *RDSS* 2012, n°1, p 63-75.
- « Avant-propos », in *Quelle place pour les collectivités territoriales dans la politique de l'emploi ?*, sous la direction de V. Donier, L'Harmattan, 2012, p 11-15.
- « La décentralisation de la solidarité », (en collaboration avec J.-L. Albert), contribution au dossier « Les départements face à l'explosion du coût de l'aide sociale », *AJDA* 2013, p 272-277.
- « La récupération des aides versées aux personnes âgées : les comportements des départements » (en collaboration avec F. Clerc), contribution au dossier « Les départements face à l'explosion du coût de l'aide sociale », *AJDA* 2013, p 278-281.
- « Propos introductifs » (en collaboration avec F. Hourquebie, P. Icard, N. Gerbay et B. Lapérou) in *L'accès au juge : recherche sur l'effectivité d'un droit*, sous la direction de B. Lapérou et V. Donier, Bruylant, 2013, p 21-50.
- Rédaction de l'entrée « Droit social » pour le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, sous la direction de J.P. Beld, E. Jouve et C. Réveillard, PUF, 2013, p 118-120.
- « La condition de résidence du bénéficiaire du RSA devant le juge administratif », note sous CE, 30 avril 2014, Département du Loir-et-Cher, *RDSS* 2014, n°4, p 755-762.
- « Expulsion locative, droit au logement et référé-liberté : à propos de quelques incohérences », note sous CE, 5 novembre 2014, Mme C., n°385431, *RDSS* 2015, p 170-178.
- Rédaction des entrées en droit administratif pour le Lexique des termes juridiques, en collaboration avec T. Debard, Dalloz, édition 2015-2016.

- « Les discriminations fondées sur la précarité sociale et la fortune : un critère à consacrer en droit interne ? », contribution au rapport intermédiaire rédigé dans le cadre du projet de recherche du Credespo de l'université de Bourgogne financé par la Mission Droit et Justice et le Défenseur des droits sur le principe de non-discrimination dans la jurisprudence administrative, juin 2015, p 113-124
- « Les discriminations fondées sur le lieu de résidence », *Ibidem*, p 99-112.
- « Les solidarités territoriale et humaine dans la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République », contribution au dossier consacré à la loi NotRe, *AJCT* novembre 2015, p 571-575.
- « L'invocabilité des normes internationales comme instrument de lutte contre les discriminations », contribution au rapport final rédigé dans le cadre du projet de recherche du Credespo de l'université de Bourgogne financé par la Mission Droit et Justice et le Défenseur des droits sur le principe de non-discrimination dans la jurisprudence administrative, juin 2016.
- « Les instruments de régulation du pouvoir discrétionnaire de l'administration dans l'édition de décisions individuelles », *Ibidem*.
- Rédaction de l'entrée « collectivité territoriale », in Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation, sous la direction de V. Aubelle, C. Courtecuise, N. Kada et R. Pasquier, Berger-Levrault, à paraître.
- « L'action sociale départementale : de l'art du statu quo », à paraître RFDA juillet 2016.

- En projet :
 - Contribution aux Mélanges en l'honneur du Professeur Gérard Marcou, étude sur la charte européenne de l'autonomie locale (mai 2016).
 - Etude de droit comparé (France-Allemagne) sur l'invocabilité des conventions internationales devant le juge administratif, en collaboration avec T. Groh, Assistant Professor, Université de Dresde.

Communications avec actes

- « Egalité et services publics locaux », in *Actualité politique et juridique de l'égalité*, sous la direction de Claude COURVOISIER et Patrick CHARLOT, Editions

universitaires de Dijon, 2003, p 149-194. Contribution issue d'une communication présentée lors du colloque organisé par le Centre d'Etude et de Recherche POLitiques de la Faculté de droit de Dijon, les 25 et 26 avril 2002.

- « L'accès aux services publics locaux obligatoires d'action sociale », in *Egalité et non-discrimination dans l'accès aux services publics et politiques publiques territoriales*, sous la direction de R. Allemand et S. Solis-Potvin, L'Harmattan, collection GRALE, 2008, p 61-78. Contribution issue d'une communication prononcée lors du colloque organisé les 8 et 9 octobre 2007 à la faculté de droit de Metz.
- « Les droits de l'usager et ceux du citoyen », *Revue Française de Droit Administratif* Janvier-février 2008, p 13-19. Contribution issue d'une communication présentée lors de la journée d'études consacrée aux mutations du service public, organisée à la Faculté de droit de Besançon le 6 octobre 2007.
- « Quelle place pour la démocratie locale dans la politique de simplification administrative », communication prononcée lors du colloque « La démocratie locale à la recherche d'un nouveau souffle », organisé par Anne Marceau les 26 et 27 mars 2009 à la Faculté de droit de Besançon, L'Harmattan, 2013, p 209-222.
- « Style et structure des décisions du Conseil d'Etat », in *La motivation des décisions des cours suprêmes*, séminaire de recherche organisé à l'Université Bordeaux IV, sous la direction de M.C. Ponthoreau et F. Hourquebie, Bruylant, 2012, p 197-207.
- « Entre frilosité et volontarisme, les contrastes de la jurisprudence administrative », communication prononcée lors du colloque organisé par Diane Roman au Collège de France, *La justiciabilité des droits sociaux, vecteurs et résistances*, 25 et 26 mai 2011, Pédone, 2012, p 401-413.
- « La théorie des actes de gouvernement, un obstacle à la contestation de l'emploi de la force armée ? », Colloque *Paix et Constitutions*, organisé par J. Mekhantar, 20 et 21 septembre 2012, éditions Eska, 2014, p 351-378.
- « La réforme des collectivités territoriales en France », intervention au colloque organisé par l'Université de Craiova (Roumanie), *The legal system between stability and reform*, 26-27 avril 2013, *Revue roumaine de sciences juridiques*, 2013, n°2, p 15-22.
- Communication « L'égalité homme-femme en matière de formation professionnelle », colloque *La femme dans le droit de l'Union européenne*, 17 octobre 2013, Credespo, Université de Bourgogne, éditions Bruylant, 2014, p 85-97.

- Communication « L'effectivité du droit d'accès au juge », colloque *Le juge administratif et l'effectivité des droits*, 29 et 30 octobre 2013, CERAP, Université Paris I, actes à paraître aux Presses Universitaires de la Sorbonne.
- « L'action sociale », communication au colloque international organisé par le Grale, le CRDT de l'université de Reims et l'ENA les 21 et 22 mai 2014 : *L'administration territoriale demain : métropole ? Région ? Département ? et la commune ?*. Actes à paraître, Revue française d'administration publique, 2016, n° 156.
- « Les finances publiques et le droit administratif », colloque organisé par la Société française de finances publiques les 15 et 16 janvier 2015 au Ministère des finances, revue *Gestion et finances publiques*, janvier-février 2016, p 58-61.
- « L'adaptation du juge administratif à la particularité des contentieux sociaux », colloque *L'accès à la justice de la personne vulnérable en droit interne*, dir. V. Donier et B. Lapérou, Lextenso-Epitoge, 2016, p 127-138.
- « Le département, territoire de solidarité : la question du devenir des compétences sociales », colloque organisé au Sénat par L. Janicot et N. Ferreira, 11 septembre 2015, actes à paraître en 2016, Lextenso.
- « Les libertés économiques contre les droits sociaux dans la jurisprudence administrative ? », journée AFDC organisée par H. Hurpy et S. Torcol, « Contentieux constitutionnel des droits et libertés fondamentaux et économie », Université de Toulon, 20 novembre 2015, actes à paraître sur le site de l'AFDC en 2016.
- « Les partenariats entre ARS et département », colloque organisé par H. Rihal, Faculté de droit d'Angers, 26 et 27 novembre 2015, « Les agences régionales de santé dans l'organisation médico-sociale : quel bilan 5 ans après ? », Actes à paraître à la RDSS 2016.
- « La solidarité, un enjeu pour les compétences du département », colloque Grale, CNRS, Omij, AdCF, organisée à Limoges les 4 et 5 décembre 2015, *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, actes à paraître aux éditions l'Harmattan, 2016.

Fascicules

- Rédaction de deux études consacrées respectivement aux positions administratives et au traitement des fonctionnaires territoriaux, in *Lamy Fonction publique territoriale* (Editions Lamy, 2007, dernière mise à jour mars 2012).

- Rédaction d'un fascicule relatif aux droits à protection sociale, in *Jurisclasseur* « Libertés », 2009

Conférences et communications sans actes

- Conférence « solidarité et collectivités territoriales », 29 avril 2010, prononcée dans le cadre d'un cycle de conférence sur la solidarité en droit constitutionnel organisé par l'Université Lyon III et l'AFDC.
- Conférence prononcée à l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP), « Les leviers juridiques de la cohésion sociale », 5 avril 2011.
- « Le soutien des collectivités territoriales françaises à l'entrepreneuriat : des actions régulées par le droit », communication prononcée lors du colloque sur l'entrepreneuriat organisé à l'Université d'Antoine (Liban) les 7 et 8 juin 2012.
- « La nouvelle rédaction des décisions de justice », communication prononcée lors de l'audience solennelle du Tribunal administratif de Besançon, 5 février 2013.
- « La solidarité en droit public », conférence organisée par le Laboratoire de sociologie et d'anthropologie de l'université de Franche-Comté, 19 décembre 2013.
- « L'action collective en droit administratif », colloque sur l'action collective organisé par le M2 contentieux de l'UFR SJEPEG, 13 mars 2014.
- « Solidarité, vulnérabilité, comment les conjuguer », colloque organisé par l'IRTS de Franche-Comté le 9 décembre 2014.
- « La réforme du droit des contrats privés vue par le droit public », colloque organisé par le Master 2 droit des contrats, Université de Toulon, 11 mars 2016.
- « Le Conseil d'Etat et l'état d'urgence », colloque du Master 2 Personne et procès, 1^{er} avril 2016, Université de Toulon.

Directions de colloques et participation à des projets de recherche collectifs

- Membre du groupe de recherche sur la justiciabilité des droits sociaux mis en place par le CREDOF (Université Paris X) sous la direction de Diane Roman, projet de recherche financé par la Mission de Recherche Droit et Justice et l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) : participation à plusieurs

séminaires, à un colloque au Collège de France, et participation à la rédaction d'un rapport à destination de la Mission de Recherche Droit et Justice (2009-2011)

- Co-responsable de la commission « Politiques sociales » du Grale :
 - Organisation et direction scientifique de la journée d'études du 3 décembre 2010 sur le thème : « Politique de l'emploi : quelle place pour les collectivités territoriales ? », actes publiés aux éditions L'Harmattan, collection GRALE ; rédaction d'une synthèse de la journée d'études afin de valoriser le fruit de ces travaux, *Revue Lamy Collectivités Territoriales*, avril 2011, p 63.
 - Organisation et direction scientifique d'une étude consacrée à la récupération des aides sociales par les départements, étude ayant fait l'objet d'un dossier intitulé « Les départements face à l'explosion du coût de l'aide sociale », *AJDA* 8 février 2013.

- Co-direction d'un projet de recherche sur l'accès au juge (avec Béatrice Lapérou, MCF HDR en droit privé) mis en place dans le cadre du CRJFC en collaboration avec des enseignants-chercheurs d'autres universités françaises et étrangères (Suisse, Allemagne, Etats-Unis, Italie, Liban, Japon...).

Cette recherche collective, menée avec le soutien de la Commission Européenne pour l'Efficacité de la Justice (Cepej), rattachée au Conseil de l'Europe, et de l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM), s'est étendue de 2010 à 2013 ; elle a donné lieu à la publication d'un ouvrage collectif (« L'accès au juge : recherche sur l'effectivité d'un droit », Bruylant, 2013, ouvrage publié avec le concours de la Mission Recherche Droit et Justice).

Par ailleurs, cette recherche a donné lieu à l'organisation d'un colloque international mêlant les regards des praticiens du droit et ceux des enseignants-chercheurs.

 - Organisation d'un premier séminaire regroupant une trentaine de chercheurs au mois de juin 2010 : intervention sur les aspects conceptuels de l'accès au juge.
 - Organisation d'un second séminaire regroupant une quarantaine de chercheurs au mois d'octobre 2011 : animation d'une table-ronde sur la dimension matérielle de l'accès au juge.
 - Audition par les experts de la Commission Européenne pour l'Efficacité de la Justice (Cepej) sur les évolutions affectant l'accès au juge (octobre 2011).
 - Organisation d'un colloque avec Béatrice Lapérou « La régulation par le juge de l'accès au prétoire », 18 et 19 octobre 2012, Université de Franche-Comté, avec le soutien de l'ENM et de l'Erage du Grand-Est, actes parus aux éditions Dalloz, collection « Thèmes et commentaires », 2013, 294 pages.

- Participation au projet ANR Glocal (Droits de l'homme et collectivités locales : du global au local), UMR de droit comparé de l'Université Paris 1, 2014-2015.

- Participation au projet de recherche du Credespo sur « Le principe de non-discrimination : l'analyse des discours », projet soutenu par la Mission de Recherche Droit et Justice et le Défenseur des droits (2014-2016). Analyse de la jurisprudence administrative relative aux discriminations fondées sur la résidence et sur la précarité sociale (2014-2015), et analyse des instruments utilisés par le juge administratif pour sanctionner une discrimination (étude portant sur les conventions internationales et les lignes directrices, 2015-2016).
- Organisation d'une journée d'études le 27 mars 2015, en collaboration avec B. Lapérou, « L'accès à la justice de la personne vulnérable en droit interne », actes parisiens aux éditions Lextenso Epitoge, 2016, 198 pages.

Autres publications

- « Synthèse sur la décentralisation du revenu minimum d'insertion et la création du revenu minimum d'activité en Franche-Comté », in *La décentralisation du revenu minimum d'insertion*, Rapport d'études de l'observatoire de la décentralisation mis en place par le GRALE, sous la direction d'Hervé RIHAL et Martine LONG, La documentation française, 2007, p 95.
- « Le transfert des routes nationales en Franche-Comté » (en collaboration avec F. Clerc), in *Où vont les routes ? La décentralisation de la gestion du réseau routier*, Etude menée dans le cadre de l'observatoire de la décentralisation du GRALE, sous la direction de N. Merley, L'Harmattan, 2007, p 237.
- Contribution à la rédaction d'un guide à destination des personnes âgées, *Le droit des seniors de A à Z*, sous la direction de C. Philippe, éditions ASH, PUFC, 2007.
- « Garantir les droits sociaux dans le cadre de la décentralisation », *Informations sociales* 2010, n° 162.
- « La clarification des compétences des collectivités territoriales : une quête sans fin ? », éditorial, *Complément territorial*, mai 2011.
- Participation aux annales de droit administratif 2012, 2013 et 2015, Dalloz.

PARTICIPATION A DES JURYS DE THESE OU D'HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES

- Mme Marie-Odile GRILHOT, « L'égal accès au RMI-RMA confronté à la libre administration des départements : bilan dans la perspective du RSA », Aix-Marseille III, 2009 (rapporteuse)

- Mme Sonia DRAGHICI, « Les fondements constitutionnels du droit civil en droit roumain et français », Université de Craiova, Roumanie, 2009 (rapporteuse)
- Mme Christelle BRANQUART, « La réforme de la fiscalité locale en France », Université de Strasbourg, 2009
- Mme Hélène TOURARD, jury d'habilitation à diriger les recherches, Université de Bourgogne, 2010.
- Mme Kadidiatou HAMA, « Le statut et les fonctions du juge pénal international », Université de Bourgogne, 2010 (rapporteuse)
- Mme Irina LAZAR, « La protection des droits de l'Homme à l'égard de l'administration publique en droit français et roumain », Université de Craiova, 2011 (rapporteuse)
- Mme Anca GHERGHE, « La protection de la sûreté de la personne en droit roumain et en droit européen », Université de Craiova, 2011 (rapporteuse).
- Mme Aurore GRANERO, « Les personnes publiques spéciales », Université de Franche-Comté, 2012.
- Mme Laure ABRAMOWITCH, « L'intégration de l'environnement au droit de l'électricité », Université de Bourgogne, 2012 (rapporteuse).
- Mme Adriana BALASIOUI, « La protection du droit à un procès équitable dans le contentieux administratif et fiscal », Université de Craiova, 2012 (rapporteuse).
- M. Marco INGLESE, « L'Union européenne et la santé », Université de Strasbourg et Université de Bologne, 2014.
- Mme Thiphaine THAUVIN, « Les services sociaux dans le droit de l'Union européenne », Université Paris I, 8 décembre 2014 (rapporteuse).
- M. Armel CAMOZZI, « Recherche sur les contrats de la commande publique à objet de développement durable. Contribution à l'évolution du droit de la commande publique », Université d'Aix-Marseille, 22 septembre 2015 (rapporteuse).
- Mme Hélène COLOMBET, « L'obligation d'information sur les règles de droit », Université Jean Monnet de Saint-Etienne, 29 octobre 2015.

DIRECTION DE DE THESE

- Le non-recours aux droits sociaux, Johanna Benredouane, thèse en co-direction avec Elsa Forey, Université de Franche-Comté, inscription en 2012 (doctorante contractuelle).
- « L'égalité homme-femme dans la jurisprudence administrative », Sonia Turner, inscription en 2014.

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

2015-2016

- Droit administratif général, 2^{ème} année de licence de droit, premier semestre

- Contentieux administratif, 3^{ème} année de licence de droit
- Droit de la fonction publique, Master 1 carrières publiques et Master 1 contentieux
- Droit administratif préparation au concours de catégorie A
- Séminaire de droit de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée, Master 2 Droit et gestion des collectivités territoriales
- Séminaire Droit des propriétés publiques locales, Master 2 Droit et gestion des collectivités territoriales
- Contentieux administratif, Master 2 Personnes et procès

2014-2015

- Droit administratif général, 2^{ème} année de licence de droit
- Droit des services publics, master 1 Droit public
- Droit des collectivités territoriales, master 1 Droit public
- Politiques sociales, master 2 Action publique et politiques publiques
- Droit de l'action sociale, master 2 Administration publique et contentieux
Méthodologie de la recherche, master 2 Protection des droits fondamentaux et des libertés
- Séminaire de recherche « La protection des droits sociaux », master 2 Protection des droits fondamentaux et des libertés

Enseignements antérieurs :

- Institutions administratives (1^{ère} année de licence AES)
- Droit public économique (3^{ème} année de licence AES)
- Droit administratif des biens (3^{ème} année de licence de droit)
- Science administrative (M1 droit public)
- Droit de l'environnement (M2 droit public)
- Finances locales (3^{ème} année licence AES)